



Monsieur Sebastien LECORNU
Ministre des Outre-mer
27, rue Oudinot
75 358 Paris SP 07

Nouméa, le 15 décembre 2020

Objet : Situation d'urgence économique en Nouvelle-Calédonie

Monsieur le Ministre,

Alors que le groupe Leprédour, créé pour discuter de l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, mène actuellement des discussions rassemblant institutions et élus, nous souhaitons porter la voix du monde économique et exprimer notre très vive inquiétude sur les répercussions désastreuses des événements en cours.

La société civile, et en particulier les acteurs économiques, sont les garants incontournables de la cohésion sociale sur notre territoire. En effet,

- Sans investissement privé, pas de création de valeur ajoutée
- Sans investissement privé, pas d'emplois
- Sans investissement privé, pas de formation professionnelle
- Sans investissement privé, pas de système de protection sociale
- Sans investissement privé, pas de solidarité envers les plus démunis

Or l'investissement privé nécessite une confiance et un cadre qui sont actuellement totalement bafoués en Nouvelle-Calédonie, et ce dans plusieurs de leurs fondements les plus essentiels :

- La liberté de circulation des biens et des personnes
- La sécurité des biens et des personnes, et le respect de la propriété privée
- La liberté pour une entreprise privée de disposer de ses actifs comme elle le souhaite
- Le respect des règles établies et des engagements pris
- Le respect de l'état de droit

Force est de constater que dans le silence assourdissant d'une grande partie de la classe politique locale, qui ne dénonce, ni ne condamne l'inacceptable, et face à un Etat semble-t-il impuissant, des entreprises et leurs salariés sont actuellement pris en otage, des populations empêchées de circuler,

des biens privés saccagés ou détruits sans discernement au nom d'une volonté politique qui s'affranchit des lois élémentaires de la démocratie.

Comment dans ce contexte pourrions-nous encore croire en un avenir serein ? Quelle Nouvelle-Calédonie se dessine au fil des discussions du groupe Leprédour ?

Nous en appelons aujourd'hui à la responsabilité de l'Etat et de nos élus pour rétablir dans les meilleurs délais la sécurité des biens et des personnes, la liberté d'entreprendre, et de garantir durablement ces fondamentaux qui sont le socle de notre pérennité économique et sociale, quel que soit l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie.

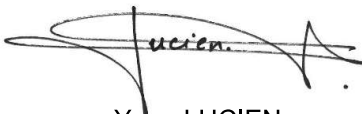
Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.



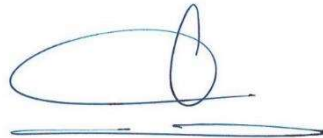
Gérard PASCO
Président CANC



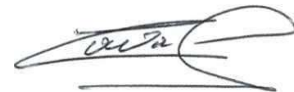
David GUYENNE
Président CCI-NC



Yann LUCIEN
Président CPME-NC



Samuel HNEPEUNE
Président MEDEF-NC



Jean-Louis LAVAL
Président U2P-NC

CC : Monsieur le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
Monsieur le Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie
Monsieur le Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
Messieurs les Sénateurs de la Nouvelle-Calédonie
Messieurs les Députés de la Nouvelle-Calédonie